

La République d'Irlande : du « canard boiteux » européen au « tigre celtique »

Jean Guiffan

Chargé d'enseignement à l'université de Nantes

Longtemps dépendante du Royaume-Uni, la République d'Irlande, grâce à d'importants capitaux américains et au coup de pouce des aides européennes, a connu depuis une trentaine d'années un essor économique remarquable qui lui a ouvert les portes d'une réelle prospérité, comme nous l'explique ici Jean Guiffan auteur de L'Irlande contemporaine de A à Z (Éd. Armeline, 2000).

Un pays pauvre et isolé

Dans les années 1950, l'Irlande du Sud était incontestablement une des nations les plus pauvres d'Europe occidentale, ce qui entraînait une forte émigration vers la Grande-Bretagne ou les États-Unis. Politiquement isolée en raison de sa neutralité dans la seconde guerre mondiale, méconnue des touristes européens, la République d'Irlande faisait figure de pays ultra conservateur sur le plan moral et culturel, sous le contrôle omniprésent d'un clergé catholique tout-puissant. Elle restait en quelque sorte fidèle à l'image qu'en avait donnée Eamon de Valera dans un célèbre discours prononcé en 1943 à l'occasion de la Saint-Patrick. Le grand leader nationaliste définissait ainsi l'Irlande de ses rêves : *« foyer d'un peuple qui n'apprécierait la richesse matérielle que comme le fondement d'une vie juste, d'un peuple qui serait satisfait d'un confort frugal et consacrerait ses loisirs aux choses de l'esprit, dans un pays dont les paysages seraient resplendissants de maisons coquettes, dont les champs et les villages résonneraient de l'activité des travailleurs, des ébats bruyants de robustes enfants, des compétitions entre jeunes gens athlétiques et du rire de jeunes filles pimpantes, dont les foyers seraient des forums ouverts à la sagesse de vieillards sereins »*... Quinze ans après ce discours, l'Irlande n'avait guère changé, alors que la plupart des pays européens étaient alors en pleine expansion.

Un réveil difficile

Fière de sa totale indépendance politique, ayant rompu ses derniers liens avec le Royaume-Uni en 1949, la jeune République d'Irlande restait pourtant très dépendante de son puissant voisin en matière économique. C'est lui qui déterminait la valeur de sa monnaie puisque la livre irlandaise étant alignée sur la livre sterling et qui contrôlait la quasi-totalité de son commerce extérieur. Essentiellement agricole, le pays protégeait sa maigre industrie par de fortes barrières douanières. Dans une Europe qui commençait à libéraliser ses échanges, cette politique protectionniste mise en place dans les années 1930 ne semblait plus de mise.

C'est dans ce contexte, un an après la signature du traité de Rome, qu'un technocrate irlandais, Ken Whiteker, publia en mai 1958 un rapport qui allait changer radicalement la politique

économique du pays en l'ouvrant sur le monde extérieur. Ce changement d'orientation fut facilité par l'arrivée au pouvoir en 1959 d'un nouveau Premier ministre, Sean Lemass, de Valera ne jouant plus guère qu'un rôle symbolique à la présidence de la République. Le lancement d'un premier programme d'expansion économique (1959-1963), la libéralisation des échanges par l'abaissement progressif des barrières douanières, l'appel aux capitaux étrangers et l'ouverture d'une zone franche à l'aéroport de Shannon furent les premières réalisations concrètes de cette nouvelle politique. En quelques années, l'industrie fit un bond en avant et l'émigration recula de façon spectaculaire. Après un long sommeil, l'Irlande bucolique entra dans la modernité.

Fort intéressé dès le départ par le Marché commun, le gouvernement de Dublin ne pouvait cependant se permettre d'y adhérer sans le Royaume-Uni, l'économie irlandaise étant encore trop dépendante de ce pays. Le double veto du général de Gaulle contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne en 1963 et 1967 retarda l'échéance et ce n'est qu'en 1972 que l'Irlande put rallier le Marché commun, une adhésion massivement approuvée par référendum avec 81 % de « oui ».

Un premier « miracle économique » sans lendemain

L'entrée effective de la République d'Irlande dans la CEE le 1er janvier 1973 donna un nouveau coup de fouet à l'économie grâce aux prix agricoles communautaires, bien supérieurs à ceux imposés jusque-là par les importateurs britanniques, et grâce aux subventions pour le développement des régions en retard au plan économique et social. Mais le premier choc pétrolier et les difficultés de la livre sterling mirent un frein à la croissance et il fallut attendre les années 1977-1978 pour que l'on assiste vraiment à un premier décollage de l'économie irlandaise.

Pendant deux ans, grâce notamment à l'arrivée massive de capitaux américains, l'Irlande du Sud connut un « boom économique » sans précédent, son taux de croissance étant alors le plus élevé de tous les pays de la CEE avec 5 % en 1977 et 7 % en 1978. « *La République d'Irlande est en train de vivre un miracle, voire une révolution, écrivait Le Monde du 11 novembre 1978. Pour la première fois de sa tumultueuse histoire, l'Irlande du Sud est au bord de la prospérité. En trois ans, le changement est frappant : les maisons neuves se pressent dans les campagnes, les établissements industriels surgissent un peu partout, encadrant les chaumières de torchis qui furent pendant longtemps le symbole de la misère de l'île verte* »... En 1979, l'adhésion de la République d'Irlande au système monétaire européen entraîna la rupture de sa monnaie avec la livre sterling, le Royaume-Uni refusant d'entrer dans le SME. Face à son ancienne métropole, l'Irlande, désormais, jouait carrément la carte européenne.

Mais ce premier « miracle économique » fut de courte durée. Le second choc pétrolier et l'anarchique industrialisation du pays par des firmes étrangères qui disparaissaient après avoir bénéficié des avantages consentis par le gouvernement de Dublin – exonérations fiscales, subventions... – furent en grande partie responsables des déconvenues de l'économie irlandaise dans les années 1980. Le pays connut alors deux dévaluations monétaires – avec l'accord du SME –, une forte inflation qui sera ramenée de 20 % à 5 % entre 1982 et 1986 par une rigoureuse politique d'austérité, un chômage impressionnant – jusqu'à 25 % de la population active, taux record de la CEE – une reprise de l'émigration et même une diminution de son produit national brut au milieu des années 1980. Malgré l'aide apportée par le Fonds européen de développement régional, l'Irlande, à l'instar de la Grèce et du Portugal, restait dans le peloton de queue de la Communauté.

L'émergence du « tigre celtique »

Ce n'est qu'à partir de la fin de l'année 1987 que la tendance s'inversa et que la République d'Irlande commença à effectuer un spectaculaire redressement à tel point que, dans les années 1990, ce pays connut le plus fort taux de croissance de l'Union européenne – et même de l'OCDE – avec une moyenne de 8 % et jusqu'à 10,7 % en 2000. En une décennie, son commerce extérieur

explosa : triplement des exportations et doublement des importations. Pour ses partenaires, de plus en plus diversifiés, l'Irlande est alors devenue le « tigre celtique », par analogie aux « tigres asiatiques » des années 1980 qu'étaient Taïwan, Hong Kong ou Singapour.

Si, à l'origine, d'importants fonds communautaires et une fiscalité avantageuse contribuèrent à cette expansion, son ampleur et sa durée s'expliquent aussi par d'autres facteurs : de nombreux investissements étrangers concentrés dans la haute technologie, notamment dans l'électronique, l'informatique – ordinateurs, logiciels... – et l'industrie pharmaceutique ; la présence d'une main d'œuvre jeune, qualifiée et diplômée, l'Irlande touchant les dividendes de ses efforts consentis en matière d'éducation ; un fort développement du tourisme... La consommation intérieure – immobilier, automobiles... – fit un bond en avant et le taux de chômage, qui était encore de 15,7 % en 1993 chuta jusqu'à 3,8 % en 2001, devenant l'un des plus faibles de l'Union européenne. Depuis la fin des années 1990, le produit intérieur brut par habitant de la République d'Irlande est même devenu supérieur à celui du Royaume-Uni, belle revanche du colonisé sur son ancien colonisateur.

Cette forte et rapide expansion a naturellement transformé le pays. On y compte maintenant plus de citadins que de ruraux (60 % contre 40 %), plus de cadres, de techniciens et d'ouvriers que de paysans – moins de 8 % de la population active aujourd'hui contre 38 % en 1960. Cette incontestable réussite, qui met à mal la théorie du déclin inéluctable des régions périphériques par rapport à la « banane bleue » européenne, engendre cependant de nouveaux problèmes : un risque d'inflation (4,9 % en 2001), des menaces de pollution, des déséquilibres régionaux, la montée de la délinquance, le rejet des récents immigrés...

Après avoir longtemps bénéficié d'importantes subventions de Bruxelles – environ trente-cinq milliards d'euros en une trentaine d'années –, la République d'Irlande se résoudrait-elle mal à aider les pays pauvres qui frappent à la porte de l'Union européenne ? Consultés par référendum, les Irlandais, à la surprise générale, rejetèrent en juin 2001 avec 54 % de « non » le traité de Nice, bloquant le processus d'élargissement. Accusés d'ingratitude, les Irlandais retournèrent aux urnes en octobre 2002 et, tancés cette fois par leur gouvernement, l'Église catholique et toutes les forces vives du pays, votèrent « oui » à une forte majorité (63 %). C'est donc un peu en traînant des pieds que les Irlandais envisagent désormais l'avenir de l'Europe communautaire alors qu'ils en avaient été les adhérents les plus enthousiastes en 1972.

Jean Guiffan

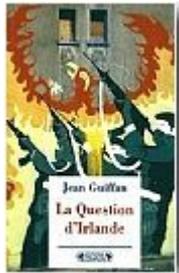
Janvier 2003

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés

Bibliographie



L'Irlande contemporaine de A à Z
Jean Guiffan
Armeline, Crozon, 2000



La question d'Irlande
Jean Guiffan
Complexe, Bruxelles, 2001



Irlande, une singulière intégration européenne
Marie-Claire Considère-Charon
Économica, Paris, 2002